

En mouvement

4

Quelle stratégie pour renforcer les luttes?

International

10

Allemagne: L'AfD ou les fruits amers de la réunification

International

14

JO 2024 en France, c'est pas du Jeux!

Féminisme

15

Tuer (par) le Père



Édito

HALTE AU MASSACRE DU PEUPLE PALESTINIEN! CESSEZ-LE-FEU MAINTENANT!

Les Palestinien·ne·s de la bande de Gaza subissent une guerre à tendance génocidaire de l'armée d'occupation israélienne. Les 2,4 millions d'habitant·e·s de la bande de Gaza vivent sous les bombardements israéliens constants et

d'une violence sans précédent. Plus de 10 000 personnes, dont 4 000 enfants, ont été assassinées par les frappes israéliennes. Plus de 1,4 millions de Palestinien·ne·s sont déplacé·e·s dans le territoire de la bande de Gaza. C'est sans oublier que, depuis

le 9 octobre, le siège complet imposé par Israël à la bande de Gaza prive la population de livraisons d'eau, de nourriture et d'électricité. Le territoire était déjà soumis à un blocus israélien terrestre, aérien et maritime depuis plus de 17 ans.

En même temps, en Cisjordanie occupée, plus de 130 Palestinien·ne·s ont été tué·e·s depuis le 7 octobre par des tirs de soldat·e·s ou de colons israéliens. Le gouvernement d'extrême droite israélien a également distribué des milliers d'armes aux colons pour poursuivre et intensifier leurs attaques sanglantes contre les Palestinien·ne·s.

Nous assistons aujourd'hui à une nouvelle Nakba (« catastrophe » en arabe). Ce nouveau crime contre l'humanité se déroule avec le soutien actif →

National

3

AUTOROUTES: UNE BATAILLE DÉCISIVE

de toutes les puissances impérialistes occidentales, des Etats-Unis à l'Union Européenne, en passant par la Suisse. Elles appuient toutes, sans exception, la propagande meurtrière israélienne du « droit d'Israël à se défendre » invoquée directement par le ministre des affaires étrangères Ignazio Cassis pour justifier son refus d'appeler à un cessez-le-feu. Quelques jours auparavant, Berne suspendait le financement des ONG palestiniennes et israéliennes de droits humains...

Interdiction de manifestation, coercition à l'encontre de l'agitation de drapeaux palestiniens, amalgame entre antisionisme et antisémitisme, poursuites judiciaires et menaces de dissolution pour « apologie du terrorisme », de nombreux Etats européens criminalisent les différentes formes de solidarité avec la Palestine. Ils sont coupables d'être des partenaires actifs dans les crimes contre l'humanité commis en permanence par l'État d'apartheid, raciste et colonial d'Israël.

Face à cette situation, appelons de toute urgence à un cessez-le-feu immédiat pour arrêter la guerre génocidaire d'Israël. Nous devons également exiger la fourniture d'une aide humanitaire immédiate à Gaza, la fin du blocus meurtrier, la défense des droits fondamentaux des Palestinien-ne-s et des militant-e-s en solidarité avec la Palestine, l'arrêt de toute forme de collaboration avec Israël et le renforcement de la campagne internationale pour le Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre les entreprises qui financent ce régime.

Aucun discours ou projet politique promouvant la paix en Palestine, à la fois pour les populations palestiniennes et israéliennes, ne pourra être réalisé tant que les Palestinien-ne-s ne jouiront pas de l'intégralité de leurs droits fondamentaux, ce qui signifie la fin de l'occupation, la fin de la colonisation et la garantie du droit au retour des réfugié-e-s palestinien-ne-s. Aujourd'hui plus que jamais, la Palestine est un test critique de la solidarité internationaliste.

Nos destins sont liés.

Joseph Daher

AGENDA

Genève

MA 14 NOV.
MANIFESTATION DE SOUTIEN À LA GRÈVE DE LA FONCTION PUBLIQUE
17h30 Palladium

ME 15 NOV.
ÉCOFASCISMES
Débat avec Antoine Dubiau, géographe auteur d'un récent ouvrage sur la menace des visions réactionnaires et autoritaires des enjeux écologiques
19h UniMail salle M2160

ME 29 NOV.
ÉCOSOCIALISME
Soirée-débat avec Corinne Morel-Darleux, militante écosocialiste française et autrice de nombreux ouvrages décapants, notamment à destination de la jeunesse
19h UniMail salle M1140

Neuchâtel

VE 17 NOV.
OUVERTURE DE LA BIBLIOTHÈQUE LIBRE
19h Rue de la Rebatte 11, Hauterive

VE 24 NOV.
BLACK FREEDAY
Marché gratuit
15h-20h30 Neuchâtel

SA 25 NOV.
RASSEMBLEMENT CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES
Journée mondiale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes
17h Neuchâtel
Org.: Grève féministe

Vaud

MA 21 NOV.
MANIFESTATION POUR L'INDEXATION DES SALAIRES
17h30 Place Chauderon, Lausanne
Org.: SSP, SUD, FSF

MA 21 NOV.
CONFÉRENCE SUR LA SITUATION EN PALESTINE
Pour comprendre le contexte de la région, avec Joseph Daher
18h Unil, Géopolis, salle 2144
Org.: Groupe Regards Critiques

SA 25 NOV.
RASSEMBLEMENT CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES
Journée mondiale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes
17h Place de la Palud, Lausanne
Org.: Grève féministe

NATIONAL

SA 11 NOV.

MANIFESTATIONS POUR LA PALESTINE

LA CHAUX-DE-FONDS
14H PLACE DE LA GARE

GENÈVE
15H30 PARC DES CROPETTES

NATIONAL

SIGNEZ LE DOUBLE-RÉFÉRENDUM CONTRE LE DÉMANTÈLEMENT DU DROIT DE BAIL

→ ATTAQUE-LOCATAIRES-NON.CH

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur-ice-x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidaritéS!
→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé!

→ Sur notre site: solidarites.ch/abonnements

→ Par Twint, en scannant ce QR code



Impressum
Journal solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
17 n° par an
Comité éditorial
Clara Almeida Lozar
Nadida Baddoui
Clément Bindschedler
Carl Studer
Noémie Rentsch

José Sanchez
Thomas Vachetta
Antoine Vekli
Rédaction
Luna Allouche
Nathalie Delbrouck
Anouk Essyad
Clara Fonjallaz
Géralde Kovdly

Aude Martenot
Guy Rouge
Françoise Wos
Maquette et mise en page
Mia Wehrspann
Converture
Manifestation Palestine,
Genève 14 octobre 2023.
Photo: Demir Simez

Abonnements
Annuel fr. 80
Étudiant-e-s, chômeur-seuses, AVS/Al... 40
Soutien 150
3 mois à l'essai Gratuit!
► Pour payer: CCP 17-216950-1
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
► Demandez d'abonnement et changements d'adresse: dboxes@solidarites.ch

Contacts régionaux du mouvement

Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/genève

Fribourg/Freiburg
Case postale 532
1701 Fribourg
E fribourg@solidarites.ch

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 77 502 79 53
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 302 38 34
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud



Manifestation pour le climat, Berne, 30 septembre 2023

National Écologie

AUTOROUTES: UNE BATAILLE DÉCISIVE

Le Parlement fédéral a voté, en septembre, un paquet de près de 14 milliards de francs pour les autoroutes, dont 5,3 pour de nouvelles extensions. En pleine crise climatique et alors que les tarifs des transports publics prennent l'ascenseur, il faut stopper cette fuite en avant absurde. Un référendum – encarté dans ce numéro – lancé par actif-traffic et l'ATE, avec le soutien de solidarités est lancé.

Avec 5,3 milliards de francs, on pourrait construire 200 km de pistes cyclables, deux RER comme le CEVA et quatre lignes de tram. Mais le Parlement fédéral préfère gaspiller cet argent en pure perte dans des autoroutes. Pire : les cinq projets de tunnels ou de voies autoroutières supplémentaires proches des grandes villes (Genève-Nyon, Berne, St-Gall, Schaffhouse et Bâle) qui constituent ce paquet ne sont qu'une étape dans la fuite en avant autoroutière. En tout, près de 35 milliards sont planifiés jusqu'en 2045. Insensé.

Augmenter le trafic ?

Toutes les expériences le montrent : chaque extension de la capacité routière – en particulier dans des zones urbaines – provoque du « trafic induit ». Car les automobi-

listes sont des êtres dynamiques qui s'adaptent à l'offre routière à disposition. Après quelques mois ou années, le nouvel ouvrage est donc à nouveau bouché... poussant à l'élargir encore. Ce mythe de Sisyphe moderne, que les États-Unis ont poussé jusqu'au bout avec des autoroutes hyper-larges sans jamais résoudre les embouteillages, démontre bien l'impasse qui consiste à se déplacer chacun seul dans un véhicule prévu pour cinq personnes... et la nécessité de radicalement prioriser les modes de transports plus efficaces.

Aggraver les émissions ?

L'augmentation de trafic qu'entraîneraient ces nouvelles autoroutes est parfaitement contraire à tous nos objectifs climatiques. En effet, pour respecter les engagements mi-

nimaux de l'Accord de Paris, tous les scénarios prévoient que l'électrification du parc automobile, bien que nécessaire, ne permettra au mieux que d'atteindre la moitié de la réduction (et dans un temps trop long pour atteindre les objectifs climatiques), l'autre moitié devant être faite par une réduction massive du nombre de voitures sur nos routes et du nombre de kilomètres parcourus.

Aucun.e expert.e ne prévoit qu'une stabilisation du trafic automobile aux niveaux actuels puisse être compatible avec l'objectif de neutralité carbone... encore moins avec une augmentation de celui-ci !

Détruire la biodiversité ?

Le projet d'élargissement à six voies de l'A1 Genève-Nyon, avec sa réfection des jonctions du Vengeron

et de Coppet et d'un échangeur à Nyon, entraînera la destruction d'environ 20 000 m² de terres agricoles et 100 000 m² de forêt. De nouvelles atteintes à la biodiversité et notre souveraineté alimentaire. Idem avec le double projet autoroutier dans la région bernoise qui consiste à élargir l'autoroute respectivement de quatre à six voies et de six à huit voies : là aussi ce sont des hectares entiers de terres cultivées qui seront noyées sous l'asphalte. Un désastre.

Transports publics toujours plus chers ?

Ce gaspillage d'argent public pour des autoroutes est d'autant plus inacceptable que les prix des transports publics n'ont cessé d'augmenter ces dernières années... et bien plus vite que ceux de la voiture ! Ainsi, depuis 1990, les tarifs des billets et abonnements ont pratiquement doublé, pendant que les coûts liés à la voiture n'augmentaient que de 30 %, soit un peu moins que l'inflation. Et la hausse va encore empirer en 2024.

Les causes de ce déséquilibre sont connues : les coupes de la Confédération dans les subventions aux transports publics et une comptabilité générale qui ne tient pas compte des coûts réels du trafic motorisé. Les atteintes à l'environnement et à la santé par le trafic motorisé coûtent plus de 10 milliards par an mais ne sont jamais prises en compte. Ces coûts sont donc supportés par tou-te-s, ce qui rend la voiture artificiellement plus attractive que le train, alors qu'elle nous coûte collectivement bien plus cher.

Brisons les vieux engrenages !

Pour sortir de l'impasse climatique et sociale du modèle actuel, il faut impérativement casser les mécanismes de financement hérités du passé. Ainsi, le fonds FORTA, alimenté par les taxes sur l'essence, qui fait pleuvoir tous ces milliards pour les routes, doit être radicalement transformé pour que ses fonds soient résolument redirigés vers les transports publics – développement du réseau et baisse des tarifs – vers la mobilité active et vers un aménagement du territoire compact qui favorise la proximité. Sauf à vouloir continuer à foncer dans le mur des limites planétaires à 120 km/h, un arrêt de toute extension du réseau (auto) routier en Suisse est indispensable et urgent. Signez le référendum encarté dans ce numéro !

Thibault Schneeberger



L'avenir du mouvement climat dépendra de sa capacité à se structurer. Manif pour le climat, Berne, 30 septembre 2023

National Élections En mouvement

QUELLE STRATÉGIE POUR RENFORCER LES LUTTES?

Après les élections fédérales, il s'agirait de faire un sérieux bilan politique. Au-delà des satisfactions ou des déconvenues locales, allons-nous continuer à nous orienter principalement en fonction de l'agenda institutionnel (élections, votations), comme cela a été le cas jusqu'ici?

Le résultat des vagues « vertes et violettes » sur le plan électoral en 2019 avait été présenté comme une opportunité de changement. Depuis, la recherche de compromis dans des commissions a clairement montré ses limites. L'acceptation de la réforme AVS 21 est une régression dans l'optique réformiste. Un bilan lucide et critique est nécessaire pour définir des orientations, continuer notre engagement militant et chercher des réponses satisfaisantes.

Quel avenir et quels engagements dans des mouvements de masse?

Ces dernières années ont été marquées par l'émergence de deux mouvements de masse, avec de grandes différences régionales. Le mouvement féministe et le mouvement pour le climat.

Ces mouvements ont combiné des capacités de mobilisation bien

différentes des habituelles campagnes institutionnelles, et avancé des revendications en opposition avec la paix sociale et la politique de compromis entretenues par les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier (USS, PSS). Certains de ces objectifs sont de nature transitoire, leur réalisation nécessite une rupture claire avec le système capitaliste établi.

L'avenir de ces mouvements est en discussion. Comment les renforcer, les élargir, maintenir des capacités militantes, améliorer leur coordination et leur organisation permanente? Pas pour les contrôler mais pour leur permettre d'augmenter leur capacité d'action et de mobilisation. Tels devraient être les sujets principaux pour notre mouvement.

Il ne suffit pas de scander « *convergence des luttes* ». Comment les militant·e·s s'engagent, discutent, se coordonnent pour avancer des

propositions, et cela à une échelle nationale. Il serait illusoire de rester limité aux frontières cantonales, voire communales, alors que beaucoup de ces sujets nécessitent des réponses à l'échelle du pays, voire internationales.

Quel horizon anticapitaliste?

Un réflexe dangereux serait de considérer uniquement les rapports de force institutionnels et les résultats électoraux. La stabilité sociale et la domination de la bourgeoisie ne dépendent pas fondamentalement des élections fédérales.

La collaboration de classe n'est pas seulement présente au sein du Conseil fédéral, mais est largement pratiquée à tous les échelons de la société. La paix du travail détermine encore largement les rapports entre les organisations syndicales et patronales, et empêche pratiquement toute conflictualité de

s'exprimer dans l'organisation de la vente de la force de travail, sauf dans quelques rares exceptions.

Pour commencer à changer cette situation, l'improvisation ne suffit pas. Les engagements militants doivent être organisés et pensés avec un sens de la stratégie, avec des choix politiques et organisationnels, permettant de comprendre les forces, et aussi les faiblesses et les contradictions de cette société, sur lesquelles nous devons intervenir.

L'exemple de la réduction du temps de travail

Ainsi il ne suffit pas seulement d'avancer des slogans au sujet de la réduction du temps de travail de manière plus ou moins régulière.

Pour rendre crédible cette revendication, une forte organisation de type syndical est une condition indispensable, un préalable pour commencer à se battre sérieusement pour ce thème. Cette organisation n'est pas réductible à l'appartenance formelle à une fédération syndicale, ni à quelques discours lors des journées du 1^{er} Mai, ni à quelques résolutions sans lendemain votées dans les Congrès des fédérations.

Pour dépasser cette situation, il faut discuter de la construction de sections syndicales ayant un fonctionnement démocratique et faisant participer un maximum ses membres par de nombreuses activités (séances d'information, canaux de discussion, revendications locales sur les conditions de travail et de rémunération) et si possible présentes dans les entreprises.

La création d'un réseau de militant·e·s syndicaux·ales actif·ve·s à l'échelle nationale pourrait être un autre outil, avec des assemblées régulières, un bulletin de discussions, pour préparer des interventions ou faire des propositions de manière coordonnée dans les assemblées et congrès syndicaux ordinaires, et partager des expériences.

Une telle orientation permettrait aussi de regrouper des militant·e·s d'horizons divers, organisé·e·s politiquement ou non. Bien entendu, des conflits sont à prévoir avec la bureaucratie syndicale dominante, qu'il s'agirait d'affronter avec intelligence et détermination.

Agiter le spectre et le poids de l'UDC ou de l'extrême-droite est un leurre confortable. Cela n'est pas une orientation politique satisfaisante, et ne contribue aucunement à construire une force d'opposition anti-libérale et anticapitaliste.

José Sanchez

AUTOMNE CHAUD POUR LA FONCTION PUBLIQUE ROMANDE

Le temps des crises et de l'inflation est aussi celui d'attaques frontales contre le secteur public. La fonction publique riposte et se met en grève.

Le 14 septembre dernier, le Conseil d'État genevois a présenté un projet de budget 2024 sans aucune indexation des salaires. Cette baisse choquante du salaire réel de l'ensemble du personnel de la fonction publique et du secteur subventionné intervient alors que l'État a engrangé 2,5 milliards de recettes supplémentaires ces trois dernières années.

Après une décennie de budget d'austérité où les coupes étaient expliquées par les effets de la crise économique, nous entrons donc dans une phase où les attaques

contre la fonction publique deviennent plus assumées.

Malheureusement, ce type de mesures se développe dans toute la Romandie et engendre notamment une augmentation de la précarité chez les bas salaires de l'État. Majoritairement féminin, les salarié-e-s des secteurs dit « essentiels » comme la santé ou l'accompagnement social sont en train de devenir des *working poor*.

Cette année, la Grève féministe a demandé une hausse de salaire ciblée dans les branches où les salaires sont bas ou moyens et la part des femmes importante. Malheu-

reusement, cet appel n'a pas été entendu malgré les 300 000 personnes qui sont descendues dans la rue.

Cette stratégie politique visant à dévaloriser le service public par la diminution des salaires et la non-attribution des postes nécessaires est aussi une attaque plus générale sur les communs. Alors que le contexte socio-politico-climatique devrait nous pousser à nous organiser démocratiquement pour partager les ressources matérielles qu'il nous reste, les gouvernements continuent d'affaiblir les espaces de partage.

Le 14 novembre prochain, la fonction publique genevoise sera en grève. Celle de Fribourg manifesterà dans l'après-midi alors que nos camarades vaudois-e-s se retrouveront dans la rue le 21 novembre. Cette convergence des luttes, mise en application par un appel commun de nombreux syndicats romands, est essentielle. Elle l'est d'autant plus que ces luttes trouvent des appuis dans la population afin qu'usager-e-s des services publics et travailleur-euse-s avancent ensemble pour sauvegarder et démocratiser les biens communs.

Guillaume Thion

UNE GAUCHE RAJEUNIE ET RENOUVELÉE

Dans un contexte politiquement dur qui voit l'extrême-droite sortir gagnante au niveau cantonal et fédéral, il est plus qu'ardu de faire un bilan positif de cette dernière campagne menée avec la coalition Ensemble à Gauche (EàG).

Cependant, au-delà de la défaite électorale, nos efforts n'ont pas été vains, bien au contraire, puisque d'importants jalons pour l'avenir ont été posés. En plus d'une bonne dynamique de collaboration et d'un renforcement certain des liens entre les militant-e-x-s des trois composantes d'EàG, nous avons affirmés la volonté commune de continuer à construire une véritable force d'opposition à la droite et l'extrême-droite

et une force de propositions pour aller vers un système juste, écologique, féministe et solidaire.

Mais avant de penser à l'avenir, revenons une dernière fois sur cette campagne en quelques éléments-clés : 13 candidat-e-s, 30 000 tracts distribués, trois soirées de campagne avec des orateurs-trices invité-e-s; une action contre la hausse des primes-maladie le jour de l'annonce des nouvelles primes; une quinzaine de clips vidéos de

campagne; une forte présence sur les réseaux sociaux et plus d'une dizaine d'interventions médiatiques (TV, radio, presse). Tout cela en complément de notre habituelle présence dans la rue lors de manifestations, la grande manifestation syndicale à Berne contre la vie chère, celle pour le climat, pour une caisse-maladie unique publique et solidaire, contre les cas de harcèlement sexuel à KFC, pour le peuple palestinien. Le tout avec un budget de seulement 10 000 francs.

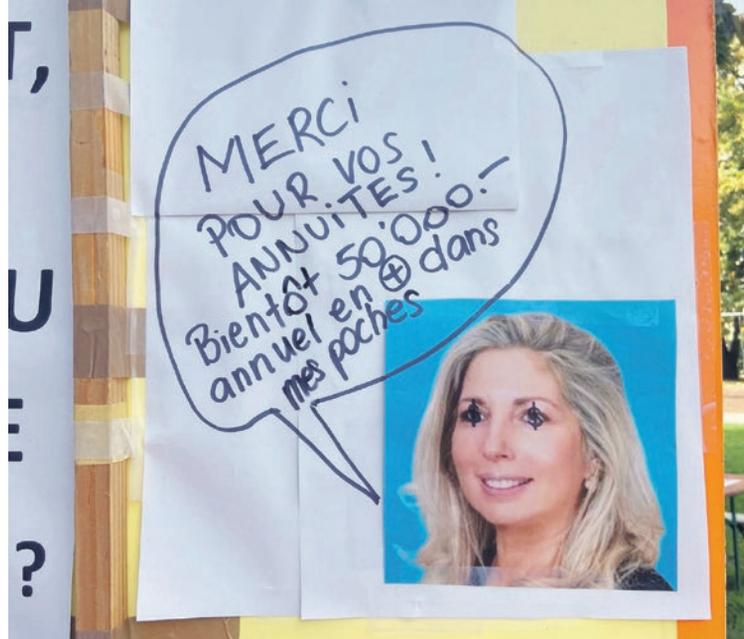
Les résultats des élections, qui consacrent le règne décomplexé de la droite et de l'extrême-droite, renforcent notre détermination à utiliser toutes les tribunes pour porter une autre voix qui contre les discours et politiques racistes, antiféministes, antisociales et leur lot de propositions simplistes. Les valeurs défendues par notre coalition, qui s'inscrivent dans la continuité d'une gauche

combative, ont été entendues par une partie de la population.

Il est à souligner les excellents scores nominaux de nos candidat-e-s, dont celui de Jessica Pini qui à elle seule a fait 3 % de voix. Le duo qu'elle a formé avec Guillaume Thion pour l'élection au Conseil des États a incarné, avec nos autres candidat-e-s, une gauche radicale proche du terrain, intègre et défendant les plus démunis-e-s-x, les femmes et minorités de genre, les personnes racisées, issues de la migration et sans statut légal, et, bien sûr, le climat et la biodiversité.

Une gauche renouvelée, rajeunie, qui ne ménage pas ses efforts pour défendre ses combats et qui n'a pas besoin d'un budget de campagne démesuré pour être crédible. Une gauche qui donne de l'espoir pour raviver la flamme d'un feu nécessaire pour renverser l'extrême-droite et la droite.

Coordination Genevoise



Le 12 octobre 2022, près d'un millier d'employé-e-s des services publics s'étaient mis en grève, ce qui avait permis de rouvrir les négociations sur le budget de l'État.

BILAN POSITIF!

« Produire moins, partager mieux, décider ensemble ». C'est avec ce slogan que Solidarités a mené sa campagne pour les élections au Conseil national en présentant une liste de quatre candidates, en réponse aux quatre hommes qui siègent à Berne pour le canton de Neuchâtel.

Avec un programme résolument féministe, écologique et social, notre objectif était de faire entendre une voix différente et proposer des alternatives concrètes et joyeuses pour un monde plus équitable et plus solidaire.

Nous avons participé à de nombreux débats et avons pu partager nos revendications dans les médias locaux. En plus des classiques stands et distributions, nous avons décidé de mettre en actes nos slogans. Nous avons organisé un concert alimenté uniquement à l'énergie solaire avec le groupe neuchâtelois In Trees, parce que la culture est un moyen pour penser et repenser le monde. Nous avons également organisé deux marchés gratuits, une façon concrète de produire moins, de partager mieux et de revaloriser nos objets.

Nous tirons un bilan très positif de cette campagne, malgré des moyens financiers et humains limités et même si les résultats ne se sont pas traduits dans les urnes. Solidarités a récolté 1,85 % des suffrages, à peine moins qu'il y a quatre ans. L'appareillement entre les différentes forces de gauche n'a pas été bien compris et de nombreux·ses électeur·ice·x·s ont probablement privilégié un « vote utile ».

Le renforcement de l'UDC au niveau suisse ne fait pas non plus exception dans le canton.

Une victoire est néanmoins à souligner : l'éjection de Philippe Bauer, ardent défenseur du patronat et détracteur acharné du salaire minimum. Nous avons renoncé à présenter des candidates pour le Conseil des États pour maximiser les chances de gagner deux sièges à gauche, cette victoire est donc aussi la nôtre.

Les élections ne sont pas le cœur de nos actions. Nous sommes avant tout des militant·e·x·s de terrain et nous allons poursuivre nos luttes pour un changement de système radical par la base !

Leana Ebel



La performance de l'équipe d'Ensemble à Gauche a été à l'image de notre refus d'une société qui valorise la compétitivité.

Vaud Sport En mouvement

UN TOURNOI DE FOOT POPULAIRE POUR LA PALESTINE

Le dimanche 29 octobre s'est déroulé un tournoi de foot caritatif en faveur du Croissant Rouge palestinien et de Medical Aid for Palestinians, deux ONG fournissant de l'aide à la population. Organisé par le FC Hardegger – un club de foot mixte, antifasciste et auto-géré – il a réuni une quinzaine d'équipes, dont une composée des membres d'Ensemble à Gauche Vaud, et près de 200 personnes.

Un refus arbitraire de l'Université de Lausanne

Initialement prévu sur l'un des terrains de l'Université de Lausanne (UNIL), la direction de cette dernière a finalement refusé de le louer. Le motif ? L'événement a été jugé comme « politique », l'UNIL arguant ne pas « [rentrer] en matière dans le cadre d'un soutien en relation avec un conflit politique ». Alors qu'à cette date les récents bombardements israéliens sur Gaza avaient déjà fait plus de 6500 victimes civiles et que plus du tiers des hôpitaux étaient détruits, cette décision est incompréhensible. Ce d'autant plus que le FC Hardegger avait souligné l'objectif humanitaire de ce tournoi, rappelant qu'un événement similaire, auquel avait participé le club, s'était déroulé sur ces mêmes terrains le 17 septembre en faveur des sinistré·e·s du séisme au Maroc.

De même, l'Université a également, et fort heureusement, soutenu publiquement et encouragé

des initiatives de solidarité avec les victimes de l'invasion russe en Ukraine; organisant notamment des collectes de produits de base au sein de ses locaux. Sur son site internet, elle soulignait « son soutien aux initiatives organisées en collaboration avec des organisations d'entraide reconnues pour soutenir les réfugié·e·s ukrainien·ne·s ».

Cette solidarité envers le peuple ukrainien absolument nécessaire et bienvenue ne s'est ainsi pas manifestée lorsque les victimes étaient palestiniennes. L'institution « apolitique » qu'est l'UNIL accueillera par ailleurs Alain Berset et Emmanuel Macron le 16 novembre prochain. Elle a invoqué dans la presse un argument d'ordre administratif pour justifier son refus : le fait que le club ne soit pas une association universitaire. Quelques soient les raisons avancées, il est clair que c'est la solidarité avec le peuple palestinien qui pose problème.

Un franc succès

Ces déconvenues avec l'UNIL n'ont néanmoins pas découragé les organisateur·ice·s et c'est donc finalement sur les terrains du FC Saint-Sulpice que s'est déroulé l'événement. Le tournoi a permis de récolter plus de 4600 francs et a rassemblé 200 personnes de tous âges dans une ambiance festive.

À noter qu'à part quelques équipes composées de militant·e·s, ce tournoi a été massivement investi par des personnes n'étant pas membres d'organisations politiques.

Les entraves institutionnelles, et les pressions subies par celles et ceux qui l'ont soutenu auront eu le mérite de montrer une chose : si les institutions soutiennent ouvertement Israël ou se taisent sur les massacres à Gaza, la rue, elle, est palestinienne.

Vive la résistance palestinienne et le foot populaire !

Térence Durig Marlène Carvalho Barbosa

HISTOIRE D'UN ETHNOCIDE

Petit rappel de la politique de colonisation de la région.

À la fin du 19^e siècle, la Palestine constituait une province du vaste Empire ottoman, qui comptait environ 350 000 personnes de langue arabe. Largement majoritaires, les musulman·ne·s vivaient en très bonne entente avec les minorités religieuses constituées de juif·ve·s et de chrétien·ne·s, essentiellement concentrées à Jérusalem.

Cet équilibre traditionnel fut remis en cause par la montée en Europe de l'antisémitisme. À l'appel d'un petit groupe de nationalistes, des dizaines de milliers de juif·ve·s s'installèrent à Sion, autrement dit à Jérusalem. Iels bénéficiaient alors de la sympathie des puissances européennes, en particulier de l'Angleterre qui s'était vue reconnaître en 1920 un protectorat sur la Palestine.

Dans les années d'après-guerre, le développement en Europe de régimes antisémites suscita une nouvelle vague d'émigration en Palestine. En 1939, les juif·ve·s représentaient environ 30 % de la population palestinienne. D'origine européenne, ces émigré·e·s

disposaient de richesses qui leur permirent d'accaparer les terres appartenant jusqu'ici aux populations arabes. Dès 1929, ces dernières menèrent des pogroms antijuifs. En 1935, une révolte générale éclata. En difficulté, les Anglais réprimèrent féroce­ment la révolte arabe, tout en essayant en vain de limiter l'émigration juive.

La Nakba

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les milices juives multiplièrent les attentats contre les Anglais et les Arabes. En 1947, les Britanniques annoncèrent mettre un terme à leur domination en Palestine. L'ONU décida alors de partager la Palestine en deux États, l'un pour les Juifs, l'autre pour les Arabes, tandis que Jérusalem se voyait dotée d'un statut international.

Ce plan, qui dépossédait les Arabes de plus de la moitié de la Palestine suscita, leur colère : les agressions et les massacres se multiplièrent, avant de dégénérer en

une véritable guerre, au cours de laquelle les milices juives prirent le dessus. Elles expulsèrent une grande partie des populations arabes dans les territoires qu'elles occupaient, donnant ainsi naissance à la *Nakba* (la Catastrophe).

En 1949, le nouvel État d'Israël englobait 78 % de la Palestine historique. La grande majorité de la population arabe avait été contrainte à l'exil tandis que leurs propriétés étaient confisquées et redistribuées à des émigrant·e·s juif·ve·s. Les rares terres palestiniennes restées sous le contrôle des Arabes furent envahies par les États voisins : la Cisjordanie, avec Jérusalem-Est, fut occupée par la Transjordanie, qui donna ainsi naissance à la Jordanie, tandis que la petite bande de Gaza était occupée par l'armée égyptienne.

À la conquête de la Palestine

En 1967, l'État d'Israël envahi la Cisjordanie, Jérusalem-Est et la bande de Gaza, s'emparant de toute la Palestine, et occupe aussi

les étendues désertiques du Golan syrien et du Sinaï égyptien. L'ONU se refusa à reconnaître ces annexions et toute une série de résolutions ordonnèrent à Israël d'évacuer ces « territoires occupés » mais les États-Unis parvinrent à assurer l'impunité totale de l'État d'Israël, qui constituait un fidèle allié.

Ainsi protégé, le gouvernement israélien annexa Jérusalem-Est. Il créa aussi des colonies juives au sein des territoires arabes. La montée en puissance des mouvements de résistance palestinienne, regroupés dans l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), leurs actions, militaires et non-militaires, soutenues par la solidarité internationale, amenèrent les États-Unis à imposer une paix en Palestine, au lendemain de la guerre du Golfe.

En 1993, les accords d'Oslo contraignirent Israël, en échange de sa reconnaissance par l'OLP, à accepter la future mise en place d'un État palestinien, autorisant dans l'immédiat l'OLP à administrer les villes de Gaza et de Jéricho et les territoires environnants.

Le projet criminel du « Grand Israël »

À partir de 2001, avec l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon, les gouvernements israéliens travaillèrent ouvertement à la mise en place d'un « Grand Israël », autrement dit d'un État juif qui s'étendrait jusqu'au Jourdain. Limitant drastiquement les marges d'action de l'autorité palestinienne en Cisjordanie, l'État d'Israël y amplifia sa politique d'implantation de colonies juives et enferma les populations palestiniennes dans de petites enclaves séparées par de hauts murs. Cette politique trouva son apogée dans la bande de Gaza, que les Israélien·ne·s évacuèrent en 2005, pour enfermer la population dans ce vaste camp à ciel ouvert de seulement 360 km².

L'attaque du 7 octobre 2023 permet au gouvernement d'extrême droite israélien d'effectuer un nouveau pas vers son projet de création d'un « Grand Israël », qui ne peut passer que par l'éradication physique, la subordination absolue ou encore l'enfermement des populations arabes de Palestine. Seule la résistance du peuple palestinien et le soutien que peuvent lui apporter tous les peuples du monde peuvent empêcher cette nouvelle étape annoncée de l'ethnocide palestinien.

Laurent Ripart
Coups de la rédaction. Version complète disponible sur le site de l'Anticapitaliste

« Nous devons tout faire pour assurer qu'ils ne reviennent jamais », citation de Ben Gourion (Premier ministre israélien de 1948 à 1963) sur une affiche de l'OLP, 1970



ROMPRE AVEC LES LOGIQUES QUI PRODUISENT DE L'ANTISÉMITISME

Depuis le 7 octobre, on observe une recrudescence inquiétante d'actes antisémites. La lutte contre l'antisémitisme passe par le refus de son instrumentalisation par les acteurs politiques et ne peut être menée en s'opposant à la solidarité avec le peuple palestinien et à la mobilisation pour un cessez-le-feu à Gaza. Communiqué du Collectif juif décolonial Tsedek!

Les agressions physiques ou verbales et les graffitis à caractères antisémites se sont multipliés. Des synagogues ont été incendiées, celle de Kahal Adass Jisroel à Berlin et celle de El Hamma près de Gabès en Tunisie. Au Daghestan, l'aéroport de Makhatchkala a été le théâtre d'une émeute anti-juive suite à l'annonce de l'atterrissage d'un avion en provenance d'Israël. Un climat qui plonge légitimement les Juifs et Juives de France dans l'angoisse et la colère.

En France, ces actes témoignent de la persistance et de la circulation des idées antisémites dans la société. Leur recrudescence doit être comprise dans un contexte de très forte polarisation politique et d'embrasement en Israël-Palestine. La réception de ces événements par le gouvernement français et son traitement médiatique est, de ce point de vue, catastrophique et irresponsable.

Le gouvernement a interdit et criminalisé les expressions de solidarité et de compassion avec le peuple palestinien au nom de la lutte contre l'antisémitisme, tout en affichant un soutien inconditionnel aux opérations de l'armée israélienne et à son gouvernement fasciste. Une politique d'autant plus dangereuse que les relations entre les populations juives et arabo-musulmanes, si souvent instrumentalisées, sont déjà très dégradées. Les Juif·ve·s sont ainsi collectivement et publiquement associé·e·s par les pouvoirs publics à l'État israélien qui mène une politique criminelle à Gaza et en Cisjordanie.

Les Arabes et les Musulman·ne·s sont plus que jamais dépeint·e·s en classe dangereuse, ennemie de l'intérieur, gagnée au terrorisme et à l'antisémitisme. Ni les Juif·ve·s, ni les Arabes et les Musulman·ne·s ne peuvent sortir gagnant·e·s d'une équation qui nourrit et l'antisémitisme, et l'islamophobie.

Contre la « guerre de la vengeance »

La lutte contre l'antisémitisme ne peut être menée en s'opposant à la solidarité avec le peuple palestinien et à la mobilisation pour un cessez-le-feu à Gaza. Elle ne doit pas, non plus, s'inscrire dans l'action d'un gouvernement engagé dans le tournant autoritaire et islamophobe. Le gouvernement devrait mettre tout son poids pour que la « guerre de vengeance », comme elle est nommée en Israël, s'arrête. Les crimes de guerre répétés d'un État se revendiquant être celui de tous les Juif·ve·s ne sont pas sans effets sur la perception de ces dernier·ère·s dans le monde. Sans être l'unique facteur d'antisémitisme, la politique israélienne de colonisation et d'occupation nourrit un ressentiment antijuif.

Si l'idéologie du Hamas est bien pétrie d'éléments antijuifs et de représentations antisémites, l'idée qu'ils seraient les

« nouveaux nazis » (Benjamin Netanyahu, 17 octobre 2023) et que les massacres du 7 octobre seraient comparables à la Shoah (Joe Biden, 18 octobre 2023) doit être combattue. Ce narratif qui vise surtout à diaboliser les Palestinien·ne·s, n'offre aucune clé de compréhension des violences terribles qui ont visé les civiles israélien·ne·s. En contexte palestinien, les catégories *Juif* et *Arabe* renvoient d'abord à des rapports de pouvoir et de domination.

Pour une émancipation collective

En France comme en Israël, la lutte contre l'antisémitisme est détournée par les pouvoirs publics et utilisée comme un outil de légitimation de politiques autoritaires et racistes. L'antisémitisme apparaît comme un mal anhistorique et l'antisionisme comme sa forme réactualisée. Des postulats, fort contestables, qui permettent de fondre la gauche, Hitler et les Palestinien·ne·s dans un ennemi commun. Dans ce cadre, cette « lutte contre l'antisémitisme » facilite la montée des extrêmes-droites, le renforcement de l'islamophobie et le recul des libertés politiques. Ce détournement coupe les Juif·ve·s des autres minorités nationales et des forces politiques de gauche. Pourtant, comme les autres, ils et elles paient cher le prix des politiques racistes et antisociales.

La captation de la mémoire de la Shoah et des termes associés à l'histoire juive européenne est une constante dans la propagande de guerre israélienne. Elle n'est pas sans effets délétères sur la lutte contre l'antisémitisme si nécessaire aujourd'hui. Dans le contexte actuel, les juif·ve·s sont d'autant plus vulnérables qu'ils et elles sont de plus en plus isolé·e·s. Il est difficile d'imaginer une situation plus confuse que celle qui s'est aujourd'hui imposée, dans laquelle la lutte contre l'antisémitisme est détournée par des acteurs politiques, qui facilitent en retour la circulation de l'antisémitisme. Si la lutte contre l'antisémitisme doit être, comme le mal qu'elle combat, multiforme, sa dimension politique est centrale. Sa boussole ne peut être que celle de la justice, de l'émancipation collective et des débouchés politiques en rupture avec les structures qui produisent l'antisémitisme. Sans cela, elle est désarmée.

Manifestation contre les bombardements sur Gaza, Paris, 4 novembre 2023





À rebours du discours de l'État d'Israël, plusieurs collectifs « Queer pour la Palestine » existent dans les grandes villes occidentales. Manifestation en solidarité avec les Palestiniennxs, Londres, 29 octobre 2023

Queer International Israël

POURQUOI LE PINKWASHING D'ISRAËL FONCTIONNE-T-IL AUTANT ?

Depuis des années, les militantxs LGBTQIA+ critiquent le discours d'Israël sur les questions d'orientation sexuelle et de genre. Alors qu'il semblait y avoir une victoire – toute maigre – sur ce front, le regain des discours de soutien aux forces de « défense » israéliennes (IDF) face à une Palestine présumée homophobe est inquiétant et demande analyse.

En 1993, la plupart des lois d'héritage britannique criminalisant l'homosexualité dans l'armée israélienne ont été révoquées, ce qui a laissé les personnes ouvertement gays et lesbiennes servir dans l'armée. Néanmoins, une division géographique au sein de l'État colonial se fait sentir, entre Tel-Aviv, bastion libéral, et le reste des zones occupées beaucoup plus religieuses et conservatrices, notamment Jérusalem.

Dès la fin des années 90, la Pride de Tel-Aviv est ainsi déjà un grand événement, largement dépolitisé comme dans une partie du monde occidental, avec un accent mis sur la fête plutôt que sur des dimensions révolutionnaires. Pour autant, des groupes tels que *Black Laundry* (en hébreu *Kvisa Shchora*) utilisent cet espace au début du 21^e siècle pour visibiliser des thématiques queer et l'occupation des terres palestiniennes, en réponse à la deuxième intifada commencée en 2000.

Colonialisme aux couleurs arc-en-ciel

Ces groupes ont malheureusement peu d'échos face à la stratégie du gouvernement israélien adoptée les mêmes années. Dénommée *Brand Israël* en 2005, la campagne propagandiste au cœur de cette stratégie vise à redorer l'image de marque d'Israël auprès de l'Occident comme un pays moderne, cosmopolite et progressiste.

Principalement, l'idée est d'évacuer l'occupation de la Palestine le plus possible des communications internationales au profit d'aspects culturels, touristiques et festifs. Que ce soit au travers de campagnes montrant des femmes de l'IDF dans des magazines érotiques, des avancées technologiques des industries ou des spécialités culinaires.

C'est dans ce contexte que les notions identitaires sont mobilisées. Une des opérations les plus agressives de *Brand Israël* est de faire miroiter l'État, ici surtout Tel-Aviv, comme une des destinations les plus *gay-friendly* du monde. C'est un succès à une période de plus grande acceptation des identités homosexuelles (principalement masculines) dans les sociétés capitalistes, qui voient désormais les hommes gays comme un marché juteux disposant d'un certain pouvoir d'achat.

Au travers d'images aspirationnelles, Israël se crée l'image d'un pays avec de magnifiques plages pleines d'hommes musclés qu'il ne faudrait pas trop tarder d'al-

ler rencontrer, peu importe le sort des Palestiniennxs qui de toute façon seraient homophobes et dangereuses.

Fragmentation et opposition

Comme l'explique le théoricien marxiste Peter Drucker, les communautés LGBTQIA+ se retrouvent dans un processus de fragmentation dès les années 90. Si l'augmentation de la tolérance dans une partie du monde laisse découvrir à une partie des lesbiennes et des gays les joies du capitalisme, une autre partie – notamment les personnes trans, précaires et/ou racisées – se retrouve laissée sur le carreau face à un processus d'homonormalisation. Il ne s'agit plus dès lors de demander libération mais acceptation. Il devient possible de réclamer une partie du gâteau de l'exploitation capitaliste. Cela implique un glissement de la compréhension des activistes LGBTQIA+ et de leur champ d'action.

En effet, comme le dit la chercheuse El Chenier, ce glissement s'opère sur la notion d'identité. Un activisme basé sur la notion de libération révolutionnaire aura tendance à s'identifier *avec*, c'est-à-dire qu'il porte en lui une solidarité inhérente qui permet d'imaginer un changement sociétal. En revanche, lorsque l'activisme représente la protection des intérêts d'un groupe dans l'espace capitaliste, cet activisme permet au sujet d'uniquement s'identifier *comme*, c'est-à-dire aux autres personnes LGBTQIA+ sans réussir à étendre sa pensée sur les autres oppriméxs.

Cette fragmentation (qui n'est bien sûr pas si claire) entre un espace homonormatif et un espace révolutionnaire dans les communautés LGBTQIA+ donne ainsi lieu à des discours distincts et une incompréhension constante d'une partie du public qui a intégré un discours normatif.

Pour une grande partie des gens, si le sujet discuté par des personnes queer ne touche pas directement aux thématiques LGBTQIA+, il paraît hors-sujet vu l'impossibilité de s'identifier *avec* mais seulement *comme*. Ainsi, beaucoup peuvent s'identifier *aux* gays en Israël, mais pas avec les Palestiniennxs sous les bombes.

Les activistes queers ont pourtant été nombreuses à critiquer l'État d'Israël et ses campagnes de pinkwashing. Mais peut-être n'est-il pas tant surprenant que leur écho ait été au final plus limité que ce que l'on pensait.

Seb Zürcher

LES FRUITS AMERS ET TARDIFS DE LA RÉUNIFICATION

Le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) a remporté deux élections locales symboliques en ex-Allemagne de l'Est. Plus grave, il a confirmé ensuite sa progression en entrant dans les parlements régionaux de la Hesse et de Bavière, à l'Ouest. Les prochaines élections régionales (Thuringe, Saxe et Brandebourg) devraient confirmer cette envolée, qui se nourrit d'éléments conjoncturels, tout en étant travaillée en profondeur par des effets prolongés de la réunification.

Plaçons le décor : au moment où le capitalisme ouest-allemand s'empare sans retenue de l'appareil de production est-allemand, les fonctionnaires qui accompagnent ce mouvement, détaché·e·s dans l'ancienne République Démocratique Allemande (RDA), touchent une indemnité de salaire. Son nom ? *Buschzulage*, autrement dit... prime de brousse. Voilà qui traduit bien l'absorption brutale, frôlant la colonisation, qui se passe à partir d'octobre 1990.

Autre exemple parlant : l'administration de l'Ouest utilise le terme de *Aufbau Ost* (traduisible par « édification à l'Est ») pour parler de son action dans les Länder de la RDA. Un terme parlant puisque remontant aux chevaliers teutoniques et repris ensuite par les nazis !

Plus de trente ans après la réunification, il a été impossible à la commission parlementaire allemande de faire la lumière sur les critères d'acquisition des 8000 entreprises de l'Est passées par les mains de la Treuhänder, l'organe officiel chargé de ce travail. Plus de 80 % des documents relèvent du secret d'État. Aujourd'hui encore, 80 % des biens industriels sont aux

maines de propriétaires ouest-allemands, comme 75 % des biens fonciers et immobiliers. Et l'écart entre le niveau moyen des salaires à l'Ouest et à l'Est reste encore de 22 %.

À cette dépossession du peuple de l'Allemagne de l'Est, à qui appartenait en fait ce patrimoine, s'ajouta un important recul social. Le discours officiel et médiatique expliquant que la RDA n'était qu'une dictature où s'affrontaient bourreaux et victimes, devait dissimuler la disparition du droit à l'emploi, du droit au logement, d'un droit à l'avortement plus avancé, des crèches d'entreprises et de formes de convivialité ne reposant pas sur la consommation de biens matériels. En quelques semaines, 40 ans d'histoire de la RDA s'envolaient et les travailleurs et travailleuses de cet ancien pays entraient dans l'ère de la précarisation existentielle.

Il ne s'agit pas, bien sûr, de repeindre en rose l'État policier que fut la dictature du SED, le parti au pouvoir, et de la Stasi, sa police politique, mais de comprendre pourquoi les populations de l'Est ont pu se sentir durablement perdantes après la réunification.

La démocratie ? Bof...

Ce sentiment d'avoir été floué·e·s s'est exprimé dans l'« Ostalgie », cette nostalgie aigre-douce de la RDA qui irrigue un film comme *Good Bye, Lenin!* Mais avec le temps, l'aigre-doux a tourné en vinaigre. Une partie, minoritaire, de la population de l'Est, a peu à peu remis en cause les bienfaits supposés de la démocratie, dans la mesure où aucun gouvernement fédéral, qu'il soit social-démocrate, démocrate-chrétien ou de coalition, n'a rien changé à ce développement inégal et combiné.

De plus, ces gouvernements comportaient très rarement des ministres de l'Est, Angela Merkel faisait figure d'arbre cachant la forêt. L'identification à l'État central était donc faible.

Mais cela ne suffit pas à expliquer l'adhésion à la solution autoritaire et d'extrême droite que représente l'AfD, qui a aussi profité de ce que certains on pu appeler « la crise de la migration », ouverte en 2015. L'action d'Angela Merkel d'ouverture des frontières, qui a permis d'accueillir en quatre ans près de 1,5 million de réfugié·e·s, n'était pas seulement dictée par

Près de 4000 personnes, dont des Reichsbürger, de extrémistes de droite, des néonazi·e·s et des complotistes se sont rassemblé·e·s à l'occasion du Jour de l'Unité allemande. À la tribune, plusieurs personnalités de l'AfD se sont exprimées. Berlin, 3 octobre 2023.



DIE LINKE : SAHRA WAGENKNECHT CLAQUE LA PORTE



peut être le meilleur régime dans l'intérêt de la nation ». Et 21 % jugent que « Sans le génocide des Juifs, on considérerait Hitler comme un grand homme d'État ».

La RDA se voulait la patrie de la partie saine de la nation allemande, celle qui n'avait jamais eu à voir – on se demande bien comment – avec l'Allemagne hitlérienne. Elle se proclamait antifasciste par nature, tout en confiant ses services de sécurité à d'anciens nazis. Le paradoxe fut poussé jusqu'à la contradiction. L'armée de la RDA adopta le pas de l'oie pour défilé, comme l'Armée rouge. Mais comme les armées du III^e Reich aussi...

La RDA se dit antifasciste, mais réservera jusqu'en 1990 une coquille politique aux anciens cadres hitlériens, le National-demokratische Partei Deutschlands. Ce NDPD comptera jusqu'à 52 député·e·s et publiait son propre journal, disposant de sa propre maison d'édition, assurant la continuité de l'extrême droite à l'Est.

Cette mythologie antifasciste a empêché tout débat public dans la RDA sur l'attitude passée face au nazisme.

De même, les campagnes dénigrantes contre les « Ossies » (ressortissant·e·s de l'Est) ont recouvert toute discussion sur les autres voies possibles de la réunification et sur ce qui pouvait être repris de la RDA.

Un jeune homme bien sous tous rapports

Prenant appui sur ses bastions de l'Est (27,5 % des voix en Saxe), l'AfD détient désormais 32 sièges (sur 180) en Bavière et 28 (sur 133) en Hesse. C'est la coalition au pouvoir à Berlin qui en paye le prix.

Tout devrait donc rouler sans problèmes pour l'AfD. Sauf que ses accointances avec le passé nazi du pays ont un peu gâché la fête. Le 30 octobre, son député bavarois, Daniel Halemba, un jeune homme bien propre sur lui, a été arrêté par la police du Land. Le mandat d'arrêt a été ensuite suspendu, mais le député, dont l'immunité parlementaire a été levée, est sous contrôle policier. Il doit cesser sa participation à l'association d'extrême droite Teutonia Prag.

Dans les locaux de cette fraternité étudiante, la police a en

effet trouvé de nombreux objets compromettants. Un livre d'or a ainsi été retrouvé, où figure une note contenant la salutation nazie « Sieg Heil », signée du nom d'Halemba. Dans la chambre que le député occupait, les inspecteurs ont également retrouvé, « bien en vue », une impression d'un ordre SS signé d'Heinrich Himmler. Dans d'autres pièces de la maison ont été identifiés divers objets nazis et des écrits antisémites. Plusieurs coups-de-poing américains, une machette, des matraques, et d'autres armes blanches ont également été saisis, selon *Le Monde* du 3 novembre. L'AfD revendique, dans son programme, que l'on « mette un point final au national-socialisme ». Visiblement, il s'agit de tourner la page pour mieux en commencer une nouvelle.

Sous le feu des difficultés sociales et économiques, dans le chaudron des non-dits de l'histoire allemande, bouillonne une dangereuse tambouille.

Daniel Süri

Cet article repose, entre autres, sur les différentes contributions de l'historienne et germaniste Élixa Goudin-Steinmann publiées sur le site du Collège de France, *La Vie des idées*

Après l'échec de la structuration de son courant dans Die Linke, la très médiatisée Sahra Wagenknecht a décidé de lancer son propre parti. Voici ce qu'en disent nos camarades de l'Internationale sozialistische Organisation (ISO) : « le 23 octobre, Sahra Wagenknecht et quatre membres du comité directeur du BSW ont annoncé lors d'une conférence de presse qu'ils souhaitaient fonder un nouveau parti. Pour ce faire, l'association au nom évocateur d'Alliance Sahra Wagenknecht – pour la raison et la justice (BSW) a été lancée.

Parallèlement, la reine non couronnée et neuf autres député·e·s ont déclaré leur démission du parti Die Linke. Ainsi, le groupe parlementaire au Bundestag a de fait éclaté.

Nous considérons que cette scission est un projet qui renonce en grande partie aux positions de gauche. Aucune référence à une société socialiste ou à une vision internationaliste n'est visible, pas plus qu'une référence à la classe ouvrière. Au lieu de cela, on parle de la prospérité de l'économie allemande et d'une plus grande indépendance de la politique allemande.

Certes, l'accent est mis sur l'importance de la question sociale, mais les intérêts de « l'économie allemande » sont au premier plan. Sur les questions de société, le BSW se positionne plutôt à droite du courant dominant. Cela est particulièrement évident pour les questions de migration, de catastrophe climatique, de féminisme et d'émancipation des personnes du spectre LBGQIA+. Les termes porteurs du manifeste fondateur de BSW – « assidu », « normal », « performance qui doit être récompensée », « honnête », « sens commun », « raisonnable », etc. – sont tous compatibles avec l'arsenal conceptuel des forces conservatrices et d'extrême droite ainsi que de l'AfD et sont manifestement utilisés sciemment pour cette raison ».

Clarificateur sur le plan politique, le départ de Sahra Wagenknecht et de ses partisan·ne·s contribue au morcellement de Die Linke, dont la question de la survie se pose désormais ouvertement.

DS

DÉPASSER L'OPPOSITION NATURE/CULTURE

Notre camarade Claude Calame a publié un petit essai intitulé *Humans and Their Environment*. Dans une perspective écosocialiste, il y déroule l'évolution de la conception que l'humanité a de son rapport à son environnement en Occident, avec ses effets pratiques, notamment du point de vue écologique. Entretien.

Quelle est la conception dominante que nous avons en occident de la « nature » et du rapport que l'humanité entretient avec elle ?

C'est chez le philosophe Francis Bacon (1516–1626) qu'on trouve une définition fondatrice de l'homme comme « *ministre et interprète de la nature* ». C'est chez lui que l'objectivation, que la *réification* de l'environnement en nature sont les plus nettes, selon une conception européo-centrée. Ainsi l'homme serait maître de ses actions et de ses connaissances sur « *l'ordre de la nature* ».

L'historienne des sciences écoféministe Carolyn Merchant a bien montré que, dès le 16^e siècle, la pensée occidentale du progrès scientifique conjugue la justification de la domination des femmes et la domination d'une nature réduite à l'état de machine.

La référence est ici aussi de rigueur à René Descartes, qui trouve dans la physique mécanique de Newton le fondement d'une connaissance portant sur « *la force et les actions du feu, de l'eau, de l'air, des astres, des cieux et de tous les autres corps qui nous environnent* ». Cette connaissance est à même « *de nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature* » (pour citer un passage célèbre du *Discours de la méthode*, paru en 1637). Mais Descartes ajoute que ces « *artifices* » doivent contribuer en particulier à la santé, qui est le fondement des biens de la vie, à l'écart de tout profit économique et financier.

La nuance est essentielle. En effet, la question à laquelle nous

sommes désormais confronté-e-s n'est pas uniquement celle de nos usages de notre environnement par les techniques et désormais les technologies qui ont fondé l'industrialisation. Car désormais l'objectif de notre exploitation des ressources offertes par la terre et la biosphère n'est plus celui d'une amélioration du bien commun, mais celui du développement économique et financier (la « *croissance* » !). Cette exploitation est donc soumise à une marchandisation généralisée, sous l'impulsion de la règle capitaliste, animée par le néolibéralisme, de la maximisation des profits.

Ton livre s'ouvre sur la conception de la 'nature' dans la Grèce antique. Comment peut-on résumer celle-ci ? Ma longue fréquentation professionnelle des manifestations culturelles de la Grèce antique m'a conduit à adopter à leur égard une perspective d'anthropologie critique. Qui dit culture grecque, dit culture élognée, dans le temps et dans l'espace. Cela implique un regard oblique sur ses représentations et catégories propres, et ce regard décentré permet un retour réflexif et critique sur nos propres concepts et pratiques.

Ainsi en va-t-il par exemple pour la notion de *phúsis*, généralement donnée comme équivalente de notre concept moderne de « *nature* ». Pourtant, la *phúsis* n'est pas entendue comme « *nature* », mais comme processus dynamique de développement du cosmos ou d'un organisme, animal ou humain.

Dans la tragédie d'Eschyle, le héros Prométhée enchaîné aux confins de la terre habitée énumère les arts techniques qu'il a inventés pour les hommes mortels. Ces pratiques sont fondées sur la compréhension que l'homme civilisé a de son environnement; c'est le cas par exemple de la lecture des astres qui permet agriculture et commerce. Ces techniques sont définies par leur utilité sociale, dans des limites à ne pas dépasser.

Cette double référence à la Grèce classique permet un retour réflexif sur ce que nous, modernes, nous avons constitué en « *nature* » face à notre « *culture* ». Elle permet de critiquer l'idée de domination et d'exploitation de cette « *nature* » pour en tirer un profit économique et financier. Cette idée est au cœur du modèle idéologique et pratique imposé par le capitalisme néolibéral; désormais ce paradigme façonne et détruit aussi bien les individus dans leurs communautés que leurs milieux respectifs.

Face à la crise climatique, plusieurs conceptions de la « nature » sont apparues dans les mouvements qui luttent contre la destruction de l'environnement. À tes yeux, celles de la Pachamama sud-américaine ou de Bruno Latour sont insuffisantes voire problématiques.

À côté de Pachamama, il faudrait aborder la figure de la grecque Gaïa. Comme figure d'une hypothétique Terre-Mère primordiale, elle a été recréée par certains mouvements écoféministes étasuniens très fondamentalistes : on s'y réclame d'une nouvelle théologie (*sic!*), ex-

cluant les figures divines masculines... Je compte revenir dans un petit essai sur ces nouveaux avatars de Gaïa.

Quant à la figure de Pachamama, la Terre-mère qui habite et anime la cosmogonie des Aymaras et des Quechuas, peuples amérindiens des Andes, elle est censée favoriser la fertilité des terres et l'abondance de ressources agricoles qui en découle. Identifiée avec la Nature, elle a inspiré les droits de la Terre inscrits successivement en 2008 dans la constitution de l'Équateur, puis dans la loi de la Bolivie en 2010. L'article 71 de la constitution équatorienne stipule désormais que : « *La nature, ou Pacha Mama, où se produit et se reproduit la vie, a le droit de voir intégralement respectés son existence et le maintien et la régénération des cycles vitaux, sa structure, ses fonctions et ses processus évolutifs. Toute personne, toute communauté, tout village ou toute nationalité pourra exiger de l'autorité publique qu'elle respecte les droits de la nature* ».

Par le jeu des majuscules et par le biais théologique de la religion indigène, la nature est à nouveau sacralisée, sinon essentialisée; de plus elle devient un hypothétique sujet de droit. Mais, divinisée ou non, comment la terre pourrait-elle comparaître et s'exprimer devant une cour de justice ? Comment pourrait-elle se défendre en invoquant une juridiction rédigée par des humains dans un contexte historique, culturel et idéologique particulier ? Les rédacteurs-ices de la constitution bolivienne ont été contraint-e-s de

prévoir la création d'un « Défenseur de la Terre-Mère » chargé de la mise en œuvre des droits conçus et formulés par les constituants ... La démarche reste donc forcément anthropocentrique.

Quant à Bruno Latour, s'il reconnaît les effets délétères qu'ont sur le système-terre les pratiques humaines caractérisant l'anthropocène, non seulement il recourt au subterfuge linguistique de mettre Gaïa au pluriel (toujours avec majuscule...), mais il y ajoute le sophisme de l'argument historiciste : Gaïa ne correspondrait pas à la Nature, mais selon lui « *Gaïa, ce sont les avatars localisés, historiques et profanes de la Nature* ». Toute sa réflexion est à l'avenant. Je compte aussi y revenir.

Tu cites Marx, notamment sa célèbre phrase du tome I du *Capital* : « *le capital épuise deux choses, le travailleur et la nature* ». C'est bien l'objectivation de notre environnement en nature qui a permis de l'envisager comme un réservoir, supposé inépuisable, de ressources, sans égard aux conséquences de leur exploitation sans limites. Le passage à ce paradigme technique nouveau a marqué l'entrée du genre humain dans ce qu'il est convenu d'appeler l'anthropocène. Par ce concept on fait référence à la période nouvelle, moderne, où dans l'évolution des écosystèmes les pratiques techniques des hommes ont prévalu sur les forces géophysiques. Dans ce mouvement, notre environnement désormais objectivé comme nature a été plié, par le biais de l'industrialisation, à la logique de l'accumulation du capital.

Par la transformation de l'artisanat en travail ouvrier, par la soumission de la production à la valeur marchande, dans la domination de la valeur d'échange sur la valeur d'usage, le modèle patriarcal dominant les sociétés européennes s'est renforcé. Il faut le comprendre avec une approche intersectionnelle : fondée sur la domination de la « nature », la domination généralisée des hommes sur les femmes se combine avec les hiérarchies sociales induites notamment par la naissance d'une classe ouvrière, corvéable à merci. On assiste en effet à une division du travail par son organisation « scientifique » avec pour finalité l'augmentation de la plus-value, au sens marxiste du concept, au profit des détenteur·trice·s du capital – et cela en interaction avec un environnement objectivé en « nature ». Et par une

mondialisation fondée sur la seule logique du libre-marché, on assiste à la domination néocoloniale des pays riches sur les plus pauvres, avec les conséquences sociales, culturelles et environnementales que l'on sait.

En conclusion, tu affirmes qu'adopter une *ecopoiesis* écosocialiste peut nous permettre d'affronter la destruction capitaliste. Qu'entends-tu par cette expression ?

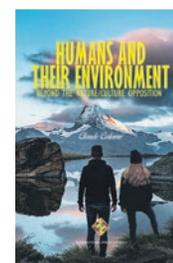
Ainsi la transition écologique ne saurait s'opérer sans rupture avec une économie capitaliste destructrice des hommes et de leurs milieux. Elle implique une économie démondialisée et par conséquent plus régionale; une économie non pas planifiée et centralisée, mais démocratiquement programmée et contrôlée; une économie fondée

sur une forte limitation à la propriété privée dans le retour aux services publics et aux communs (on lira à ce propos les conclusions de la résolution écosocialiste de solidaritéS).

Pour l'anthropologue helléniste que je suis cela signifie que, par comparaison critique avec la Grèce ancienne, cette transition ne peut être qu'écosocialiste. Elle implique un développement écosocial non seulement du processus que j'appelle *anthropopoiésis* – la fabrication physique, sociale et culturelle de l'homme en interaction avec ses proches; mais aussi du processus d'*ecopoiesis* – la création de relations constructives et interactives de l'être humain avec un environnement indispensable à son développement biologique et social. Et personnellement, pour

la compréhension physique de ce double processus, les pratiques d'escalade, été comme hiver, dans un environnement alpin victime du changement climatique ont été déterminantes !

Propos recueillis par Niels Wehrspann
Version longue sur notre site



Claude Calame, *Humans and Their Environment, Beyond the Nature/Culture Opposition* (en anglais), Londres, Transnational Press, 2023. Cet ouvrage est une version remaniée de l'essai *Avenir de la planète et urgence climatique. Au-delà de l'opposition nature/culture*, Paris, Lignes, 2015



Ana Mendieta, *Imagen de Yagul*, Performance, 1973

JO 2024, C'EST PAS DU JEUX!

À quelques mois de l'ouverture des Jeux Olympiques de Paris 2024, les opérations de répression se multiplient dans la capitale et des résistances collectives s'organisent pour dénoncer le saccage à venir.

C'est à l'ombre de l'infâme Basilique du Sacré Cœur que se jouent, à plusieurs niveaux, des luttes sociales, politiques et urbanistiques dans la France post-mobilisation contre la réforme des retraites. En effet, les jeux olympiques Paris 2024 redessinent au nord de la capitale le paysage social et urbain historique afin de le rendre compatible au capitalisme de consommation.

La répression, nouvelle épreuve olympique?

Le « nettoyage » a commencé dès le printemps 2023 sur plusieurs axes

et a comme cible les personnes précarisées dans leur ensemble. Petit inventaire.

En mai 2023, le ministère des Sports annonçait réquisitionner 3000 logements étudiants afin de loger, pour la période des JO, « forces de sécurité, chauffeurs d'autobus ou encore agents de sécurité privés ». Face à ces menaces d'expulsion, le syndicat étudiant Solidaire a saisi la justice. Cette dernière lui a donné raison. Le Ministère de l'Enseignement a alors proposé à ceux qui accepteraient de céder leur logement une compensation finan-

cière de 100 euros et deux billets pour assister à des compétitions sportives.

Le 9 octobre passé, le préfet de police de la Ville de Paris a émis un arrêté d'interdiction de distribution alimentaire dans tout le nord-est de Paris. But de la manœuvre, rendre cette future zone d'accueil de compétitions moins désirable aux yeux et aux estomacs des personnes précarisées. Cette décision a également fait l'objet d'un recours juridique, aboutissant à son annulation.

Dans toute cette zone, des escadrons de police réalisent quotidiennement des opérations de « sécurisation » des espaces utilisés par des personnes migrantes, sans abris, Roms. Une fois la place reprise par l'ordre républicain, les utilisateur·rice·x·s sont évacué·e·x·s vers des sas d'hébergement en région. Pour les seul·e·x·s travailleur·euse·x·s migrant·e·x·s, c'est plus de 4000 personnes qui ont été déplacées depuis le mois d'avril.

GG 2024 plutôt que JO 2024

Dans ce climat, les luttes collectives se mettent en place. Le collectif Saccage 2024 organise depuis octobre 2020 des actions contre le futur héritage désastreux des JOP 24. Composé d'habitant·e·x·s et de sympathisant·e·x·s de Saint-Denis, il milite contre la vaste opération de mutation du Saint-Denis populaire, écologique et démocratique. Il a entre-autre édité cet automne une impressionnante contre carte des Jeux, où chaque

lieu de la future démonstration olympique est inventorié; sa géographie reformulée à la lumière de ses coûts sociaux, écologiques, démocratiques, économiques et démographiques.

À titre d'exemple, le futur village olympique, présenté par les autorités comme un « écoquartier fluvial de l'île de Saint-Denis », qui devrait par la suite notamment accueillir 300 logements familiaux, dont 90 logements sociaux. Le collectif dénonce une densification subite inappropriée dans une zone de grande proximité avec une autoroute, particulièrement exposée aux nuisances sonores et aux microparticules. L'obtention du label « écoquartier » ainsi que les conditions d'accessibilité, pour les résident·e·x·s de Saint-Denis, de la base nautique fraîchement construite une fois les jeux terminés restent par ailleurs incertaines à l'heure actuelle.

Fin octobre, des messages signifiant la devise du Comité International Olympique (CIO) ont été projetés par différentes associations sur la façade du COJO (Comité d'organisation des Jeux Olympiques), ironiquement situé à la place du Front populaire, à l'angle de la rue Proudhon à Aubervilliers: « plus vite pour vider l'Île de France des populations précaires », « plus haut vers l'exploitation des travailleurs sans papiers », « plus fort dans la réponse sécuritaire contre les personnes à la rue ».

Le 17 octobre, 200 travailleur·euse·x·s sans papiers œuvrant à l'édification de l'Adidas Arena, à Porte de la Chapelle, se sont mis en grève. Soutenu·es par une intersyndicale, iels ont obtenu, après une seule journée d'actions, la régularisation de leur situation. Cet accord arraché dans un temps record a donné des idées aux travailleur·euse·x·s des autres grands projets de la métropole francilienne. Ainsi iels ne sont pas moins de 650 sur 30 sites à s'être mis en grève depuis la fin octobre.

Si ces différentes mobilisations ont peu de chance d'obtenir l'annulation d'une célébration sportive aux accents plus répugnants que réjouissants, elles ont le mérite de proposer un contre-discours aux éloges officielles concernant les supposés bénéfiques de l'organisation des JO pour une ville, une région ou un pays, ou encore de mettre en évidence l'absolue précarité qui encadre leur construction. Face à Macron, son monde et ses jeux, l'important n'est pas de participer mais de lutter.

Digital Nomade Frédérique Lardon

Action devant le siège du Comité d'organisation des Jeux Olympiques, Aubervilliers, 31 octobre 2023





Gustave Deghliage

Rassemblement féministe en solidarité avec nos soeurs assassinées, Lausanne, 31 mai 2023

Féminisme À lire

TUER (PAR) LE PÈRE

Dans son nouvel essai *En bons pères de famille*, Rose Lamy dévoile la genèse des violences intrafamiliales par le biais de la déconstruction de la figure du monstre. Ce monstre, cet autre, cet étranger qui tue, viole, séquestre et tabasse – cet homme qui est tout sauf un bon père de famille...

Rose Lamy a la particularité de s'être d'abord fait connaître par le biais de son compte instagram « Préparez-vous pour la bagarre », qui expose le discours sexiste et antiféministe des médias francophones. Forte d'un succès d'estime, elle publie un premier ouvrage, *Défaire le discours sexiste dans les médias*, qui revient sur la prégnance du système patriarcal dans le monde médiatique. Ce deuxième essai s'attaque à la déconstruction de la figure du père de famille, mythe patriarcal qui légitime les violences intrafamiliales, avec comme point de départ sa propre histoire familiale.

La figure du père

En cherchant à répondre à la simple interrogation : « qui sont les

hommes violents ? » et en questionnant son histoire, l'autrice déroule alors le fil du mensonge sur lequel se construit une société intrinsèquement violente.

Elle débute son propos par un retour sur cette figure du bon père de famille, celui qui représente, dans nos sociétés patriarcales, la norme. Ce neutre universel à partir duquel on construit la loi et autour duquel on structure la société.

Elle prend comme exemple son propre père. Décédé lorsqu'elle était très jeune, elle n'avait en mémoire que cette figure du père aimant, ce boulanger toujours prêt à aider et très investi dans son village. Cette image va se fissurer le jour où elle découvre que celui-ci battait sa femme et terrorisait sa famille.

Comment comprendre le silence assourdissant autour de cette violence ? Comment comprendre que, même mort, il reste protégé par son entourage ?

Ce n'est qu'en examinant la réalité implacable des violences domestiques – dont les chiffres sont glaçants – qu'une ébauche d'explication peut voir le jour.

Les monstres n'existent pas

En France, la police et la gendarmerie interviennent 45 fois par heure – soit une intervention toutes les minutes et trente secondes – pour des cas de violence intrafamiliale. Au pays des soi-disant Lumières, on dénombre un féminicide tous les deux jours et demi, et les statistiques révèlent que dans 91 % des cas, les victimes de violences sexuelles connaissent leur agresseur. Ces chiffres suffisent amplement à affirmer que les violences (physiques, psychiques, sexuelles) à l'encontre des femmes et des enfants ne sont pas externes à la sphère domestique. Bien au contraire, c'est principalement là qu'elles prennent racine et s'exercent.

Ce que ces chiffres exemplifient, c'est que le père de l'autrice est un homme comme les autres, il est statistiquement un bon père de famille. Il n'est ni un déviant, ni un marginal et cette violence n'est pas une anomalie, un dérapage ou un accident. Et de conclure avec cette simple phrase : les monstres n'existent pas.

Pourtant c'est toujours cette figure du monstre que l'on convoque dans le débat public pour parler des violences. C'est lui qu'on accuse et que l'on nous ap-

prend à craindre. En quelques chapitres aux noms explicites comme « Se distinguer des monstres », « Combattre les hommes rivaux : la figure de l'étranger », « Séparer l'homme de l'artiste », l'autrice va s'atteler à montrer que cette violence s'incarne dans des discours et des projections racistes et classistes, et comment les bons pères de famille participent en tant qu'individus mais aussi en tant que classe sociale à maintenir le silence autour de cette violence structurelle.

Elle s'appuie notamment sur le concept de fémonationalisme, développé par Sarah Farris, pour expliquer le racisme qui se cache derrière les discours de la droite et l'extrême droite qui cherchent toujours à instrumentaliser la question féministe pour remplir leur agenda sécuritaire et anti-immigration. Et ce tout en refusant de voir que les violences existent d'abord dans les cellules familiales.

Conclusion

Son analyse est fine mais toujours accessible. Elle illustre, en partie, son propos par son vécu mais convoque aussi Bertrand Cantat, Jonathann Laval, Johnny Depp ou encore Roman Polanski pour démontrer jusqu'à quel point cette figure du bon père de famille peut conduire à des biais médiatiques voire judiciaires.

Ce court essai particulièrement percutant rappelle finalement que comme l'écrit l'autrice, « *Lutter contre les violences domestiques, ce n'est pas désigner et combattre des monstres, qu'on pourrait garder en marge de la société, mais un système entier qui produit des pères* ».

Si l'on peut regretter qu'elle n'évoque que très rapidement la justice restauratrice comme piste pour dépasser ce paradigme, cet ouvrage permet toutefois de dévoiler la vérité destructrice du mythe fondateur du bon père de famille qui nous permet en tant que société de continuer à fermer les yeux sur ces violences.

Donna Golaz



Rose Lamy, *En bons pères de famille*, Paris, JC Lattès / Nouveaux Jours, 2023

C'est quoi ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidarités, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

Abonnements

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

- 3 **Écologie**
Autoroutes: une bataille décisive pour renforcer les luttes ?
- 4 **National**
Quelle stratégie pour renforcer les luttes ?
- 5 **Monde du travail**
AUtome chaud pour la fonction publique romande
- 6 **Vaud**
Un tournoi de foot populaire pour la Palestine
- 7 **International**
Palestine: histoire d'un ethnocide
- 8 **Racisme**
Rompre avec les logiques qui produisent de l'antisémitisme
- 9 **Queer**
Pourquoi le pinkwashing d'Israël fonctionne-t-il autant ?
- 10-11 **International**
Progression de l'AFD en Allemagne: les fruits amers et tardifs de la réunification
- 12-13 **Écologie**
Dépasser l'opposition nature/culture
- 14 **International**
France: JO 2024, c'est pas du Jeux!
- 15 **Féminisme**
Tuer (par) le Père

